

Bulgarie, Roumanie : de la frontière aux identités

Description

Les réactions roumaines et bulgares suite   la mise en cause de leur capacit    assurer la sécurisation de la frontière extérieure de l  Union européenne (UE) traduisent une incompréhension entre l  Europe   *intra muros*   et sa périphérie quant   la perception de la frontière extérieure de l  UE.

Les déclarations, en février 2011, du Premier ministre bulgare Bo ko Borissov, évoquant sa crainte d  un afflux d  immigrants cherchant   rejoindre la  riche Europe  suite aux révolutions arabes, viennent rappeler, au-delà de leur caractère polémique, l  importance stratégique de la frontière sud-orientale dans la stratégie de sécurité intérieure de l  UE, adoptée par le Conseil européen en mars 2010. Cette extrémité européenne est en effet la principale source d  entr e illégale en Europe, selon les dernières estimations de FRONTEX, l  agence européenne chargée de la sécurisation des frontières extérieures de l  UE. En conséquence, l  entr e de la Roumanie et de la Bulgarie dans l  espace Schengen, espace de libre-circulation dans lequel les pays abolissent leurs frontières internes au profit d  une frontière extérieure commune, est tout   fait cruciale. Dès lors qu  elle en seront membres, la Roumanie devra gérer la plus longue frontière extérieure de l  UE après la Finlande, tandis que la Bulgarie, qui jouxte la Turquie, devra -tout comme la Gr ce aujourd  hui- faire face   l  immigration croissante venant du  sham-gen [1].



C est dans ce contexte qu  est intervenue la déclaration conjointe de la France et de l  Allemagne qui, en janvier 2011, ont émis des doutes quant   la capacit  de ces deux pays   intégrer l  espace Schengen dès le mois de mars suivant. Ont été mis en avant les problèmes techniques de sécurisation des frontières et la corruption   principalement le risque représenté par les réseaux de crime organisé transitant par la Bulgarie-, ainsi que le fait, pour la Roumanie, de ne pas reconnaître de frontières avec la Moldavie[2]. Ce dernier grief est lié   l  initiative de Bucarest qui, depuis 1991 attribue un passeport roumain   tout citoyen moldave pouvant justifier d  un parent ou grand-parent n  sur le sol roumain (ce qui, du fait de l  histoire de ces deux pays frères, est fréquent). Cette initiative a été perçue par certains pays membres de l  UE comme un élargissement en douce  du fait de la liberté de circulation accordée   *de facto* aux citoyens moldaves au sein de l  Union depuis l  adh sion de la Roumanie en 2007.

Les deux pays ont réagi différemment   ces mises en accusation: La Roumanie s est insurgée, évoquant des  motifs irrationnels  et déclarant que les Roumains ne vont pas   *rester comme des vers de terre face aux grands pays de l  UE* [3]. La Bulgarie, de son côté, a fait profil bas en invoquant des problèmes techniques et a tenté d  appara tre comme

lâ??Ã©lÃ©ve zÃ©lÃ©: les autoritÃ©s bulgares ont en effet Ã©mis lâ??idÃ©e de clÃ©turer la frontiÃ©re avec la Turquie, Ã© lâ??instar de la GrÃ©ce qui a suggÃ©rÃ© dÃ©riger un mur le long de lâ??Evros.

Il nÃ©en reste pas moins que le scepticisme des anciens membres de lâ??UE quant Ã© la capacitÃ© des deux derniers adhÃ©rents Ã© entrer pleinement dans la grande famille europÃ©enne renforce lâ??incomprÃ©hension entre cette pÃ©riphÃ©rie sud-orientale et lâ??Europe occidentale: les deux parties ne se font pas la mÃ©me idÃ©e de ce que doit Ã©tre la frontiÃ©re extÃ©rieure de lâ??UE.

FrontiÃ©re sÃ©paratrice ou interface?

La frontiÃ©re est en effet bien plus qu'un simple tracÃ©. C'est Ã©«*un fait sociologique qui prend une forme spatiale*»[4]. Si elle est synonyme dÃ©interposition entre deux mondes, elle gÃ©nÃ©re nÃ©anmoins une tension, crÃ©atrice de socialisation locale. Il y a donc plusieurs acceptations de la frontiÃ©re, de celle Ã©«sÃ©paratrice» Ã© celle Ã©«interface». Ce type de distinction est important car rÃ©vÃ©lateur des diffÃ©rences dÃ©approche entre lâ??EuropeÃ© *intra muros* et le sud-est frontalier[5]. Alors que, pour les membres historiques de lâ??UE, la frontiÃ©re extÃ©rieure doit Ã©tre une ligne de sÃ©paration destinÃ©e Ã© protÃ©ger Schengen, en revanche dans la vision europÃ©enne sud-orientale, la frontiÃ©re est une interface entre deux mondes, source dÃ©une dynamique propre de socialisation. Cette relation particuliÃ©re Ã© la frontiÃ©re a Ã©tÃ© source de dilemmes dans la construction identitaire en Roumanie et en Bulgarie, Ã©clairant, dans une certaine mesure[6], les diffÃ©rences dÃ©approche.

Le dilemme culturel: entre Orient et Occident, le syncrÃ©tisme sud-oriental

Ã©«*Le hasard a voulu nous jeter au croisement de trois mondes diffÃ©rents [Ã©!], le monde moderne, le monde musulman et le monde russe*», Ã©crivait le poÃ©te roumain Eminescu au 19e siÃ©cle. LÃ©influence ottomane a en effet laissÃ© des traces dans cette rÃ©gion, malgrÃ© les expÃ©riences distinctes. Les tÃ©moignages de cette orientalisation de la culture sont encore visibles aujourdÃ©hui, de la langue Ã© lâ??architecture, en passant par les minoritÃ©s pomaque et turque en Bulgarie.

En outre, Ã© partir du 19e siÃ©cle, la Bulgarie a pris conscience de son identitÃ© slave et chrÃ©tienne-orthodoxe, hÃ©ritage de son glorieux passÃ© national (la grandeur des premiers royaumes bulgares). Cette culture, encore trÃ©s prÃ©sente aujourdÃ©hui, a souvent suscitÃ© la crainte des Bulgares de ne pas paraÃ©tre Ã©«assez europÃ©ens»[7]. C'est sous ce prisme que peut Ã©tre interprÃ©tÃ© le comportement rÃ©servÃ© de la Bulgarie face aux exigences de Bruxelles.

La Roumanie, quant Ã© elle, est plus vive dans ses rÃ©actions. En effet, le pays, marquÃ© par sa latinitÃ©, nÃ©estime pas devoir prouver son appartenance Ã© lâ??Europe. MalgrÃ© des influences ottomanes qui ont orientalisÃ© sa culture, lâ??hÃ©ritage culturel orthodoxe de Valachie et de Moldavie, grÃ©co-catholique de Transylvanie, ainsi que lâ??appropriation des modÃ©les culturels ouest-europÃ©ens au 19e siÃ©cle, ont renforcÃ© lâ??identitÃ© Ã© la fois syncrÃ©tique et europÃ©enne du pays.

LÃ©identitÃ© culturelle en Roumanie et en Bulgarie est ainsi une identitÃ© de Ã©«carrefour»[8], pour la premiÃ©re parfaitement compatible avec les valeurs de lâ??Europe, quand la seconde ressent davantage la crainte dÃ©Ã©tre exclue du Ã©«club» europÃ©en.

Le dilemme géographique: de la périphérie au centre, la stratégie politique d'interface

Si, dans les mémoires collectives roumaine et bulgare, les Balkans représentaient le centre d'une Europe allant de l'Atlantique à l'Oural, la conquête ottomane a relégué cette région à la périphérie de l'Europe. Cette marginalisation est ressentie autant plus amèrement que le mythe du sacrifice pour la sauvegarde du reste de l'Europe est encore très présent, comme l'explique l'historien Lucian Boia[8]. Ce mythe permet certes de justifier le «retard historique» de ces pays, qui serait lié à la domination ottomane, mais vise surtout à attirer l'attention de l'Occident sur le sacrifice consenti par ces peuples face aux Ottomans afin de protéger l'Europe. «*Nous avons été le boulevard de l'Europe contre toutes les invasions asiatiques à l'époque*», clamait l'homme politique roumain Ion Bratianu en 1879. «*Il est connu que les Roumains ont retardé l'avancée ottomane vers le centre du continent*», argumentait, quant à lui, l'historien Panaitescu dans les années 1930.

En Bulgarie, cette marginalisation a été accentuée par le sentiment d'humiliation de l'action des puissances européennes, lorsque le traité de Berlin de 1878 a annulé le traité de San Stefano qui, quelques mois plus tôt, reconnaissait la naissance d'une Grande Bulgarie englobant les territoires actuels de la Macédoine et du Nord de la Grèce, et a institué à sa place une principauté vassale de l'Empire ottoman, la Roumanie. Plus tard, les défaites de la seconde guerre balkanique (1913) et de la Première Guerre mondiale seront ressenties comme des «catastrophes nationales».

Ce sentiment de périphérisation par rapport à la modernité européenne sera ressenti de manière identique après la chute du communisme. La Roumanie et la Bulgarie ont d'abord été reléguées dans une zone grise, située entre le monde ex-soviétique, l'aire de stabilité ouest-européenne et la zone de transition dynamique centre-européenne. Une nouvelle fois au carrefour de trois mondes, ces pays ont cherché à redéfinir une identité complexe pour contrer leur marginalisation.

La Roumanie s'est ainsi redéfinie, de manière presque obsessionnelle[10], comme un pays-pivot, avant-poste de la stabilité européenne dans un voisinage oriental encore soumis aux soubresauts de l'Histoire. Cette stratégie s'illustre parfaitement dans la relation qu'elle entretient avec la Moldavie, où elle tente de développer une stratégie d'ancrage européen. Cela se traduit par un développement de la coopération transfrontalière et régionale, ainsi que par des gestes politiques forts comme l'attribution de passeports. Ainsi, ce qui est ressenti comme un «élargissement en douceur» par Bruxelles ou Paris n'est pour les Roumains qu'un moyen de repousser la périphérie européenne «plus à l'Est». Il en est de même avec le Caucase du sud, que le président Traian Băsescu intègre *de facto* à l'espace européen: «*D'un point de vue historique et géographique, la région entre la mer noire et la mer Baltique qui inclut aussi le Caucase du sud ne peut être exclue de l'Europe*»[11].

Cette stratégie s'illustre enfin par l'appartenance de la Bulgarie et de la Roumanie aux structures de coopération régionale regroupant leurs voisins non membres de l'UE, comme l'Organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN) ou le Processus de coopération en Europe du sud-est (SEECF), et par la promotion qui est faite de ces instances au sein de l'UE. Dans cette optique, la perspective de devoir établir une stricte continuité sur la frontière orientale est ressentie comme une dynamique inverse à leur vision de la frontière

convergente. A charge pour eux, aujourd'hui, de crédibiliser cette conception au sein des instances bruxelloises.

Notes :

- [1] «Sham-gen» de *Bilad al Sham*, référence à la rive orientale de la Méditerranée, dont les pays bénéficient d'un régime de visas gratuits de la part de la Turquie (Syrie, Jordanie, Israël, Liban. On y inclut parfois par extension Maroc, Tunisie, Libye pour le Maghreb et Yémen, Iran, Pakistan et Kazakhstan pour le Moyen-Orient et l'Asie).
- [2] Déclaration conjointe de la France et l'Allemagne, *Actualités européennes*, Commission des affaires européennes, 11 janvier 2011.
- [3] Déclaration du ministre roumain des Affaires Étrangères Teodor Basconchi, *Adevarul*, 2 février 2011, et déclaration du Président Traian Băsescu sur *Antenna 3*, 7 janvier 2011.
- [4] Georg Simmel, *Sociologie*, Étude des formes de la socialisation (1908), PUF, 1999.
- [5] Monica Spiridon, «Inventând Europa-Identati si frontiere», *Observator cultural*, n°60-61, 20 avril-3 mai 2006.
- [6] Nous ne prétendons en aucun cas à une explication exhaustive, simplement à un éclairage différent de ce point d'actualité.
- [7] Maya Kosseva, Antonina Zhelyazkova, Marko Hajdinjak, «European dilemmas and identity construction on Bulgarian path to modernity», *IMIR Report*, décembre 2009.
- [8] Catherine Durandin, *Histoire des roumains*, Fayard, 1995.
- [9] Lucian Boia cité par Valcan Ciprian, «La culture roumaine: complexe d'infériorité, modernisation, problèmes d'identité», *Revista Oasis*, n°13, 2008.
- [10] Sorin Antohi parle de «Bovarysme géoculturel», in «Les Roumains pendant les années 1990. Géographie et identité sociale», CEVIPOL, 1997; mais aussi «Les Roumains en 1995. Géographie symbolique et identité sociale», *Revista 22*, n°48-49-50, Bucarest, 1995; et «La Roumanie une grave maladie?», *Revista 22*, n°38, Bucarest, 1993.
- [11] «Din punct de vedere geografic și istoric, regiunea dintre Marea Baltică și Marea Neagră, care include și Caucazul de sud, nu poate fi exclusă din Europa», Communiqué de presse *Région de la mer Noire: promouvoir la liberté, la démocratie et la stabilité régionale*. Allocution du Président Traian Băsescu au *Council on Foreign Relations*, 10 mars 2005.

Photo vignette : Mosaïque de la cathédrale Saint Alexandre Nevski, Sofia (Cécile Bayou).

* Cotide GOUJART est étudiante en Master 2 de Relations Internationales à l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux.

image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

date création

10/04/2011

Champs de mots

Auteur-article : Clotilde Goujart*